



Saison 1 «La genèse»

By the Reboot Europe Network
Paris - Bruxelles



Maquette
Cindy Pétrieux
cindy.petrieux@gmail.com

Edition
Reboot Europe Publishing
FER asbl - hl@ferweb.be
11 rue de l'Industrie
1000 Bruxelles

Impression
Graficas Monterreina
Madrid, Espagne

QUI VA PAYER ?

L'Europe face au défi générationnel

www.quivapayer.eu
www.rebooteu.org

Plateforme Reboot Europe

Le Mouvement Europrogressiste «Sauvons l'Europe»
Le syndicat étudiant «La Confédération Etudiante»
L'opérateur culturel «Hip-Hop Citoyen»
Le collectif d'élus de banlieue «Génération Engagée»
La Gauche Européenne, adhérente du Mouvement Européen France
L'atelier techno-politique «Temps-réels»
Le réseau social européen «Citizenland»

Team

Coordination : Henri Lastenouse, éditeur www.europatweets.eu, Bruxelles

Fabien Chevalier, Président de Sauvons l'Europe, Paris
Arthur Colin, Vice, Président de la Gauche Européenne
Mamadou Coulibali, Président de Génération Engagée, Aubervilliers
Nicolas De Chalonge, Délégué de la Confédération étudiante à Bruxelles
François Hada, Président de l'association Citizen Land, Bordeaux
Enora Hamon, secrétaire générale de Confédération étudiante, Paris
Mounia Harkati, Elue Municipale à Aubervilliers
Ann March, Operation Director, EU Media, Bruxelles
Lucas Noterdaeme, Senior manager Banque & Industrie, Bruxelles
Bruno Laforestrie, Président de Hip Hop Citoyens, Paris
Cindy Pétrieux, Secrétaire Nationale, La Confédération étudiante, Paris
François Schwartz, Fonctionnaire Européen, Bruxelles
Alain Thébault, CTO www.sauvonsleurope.eu, Paris
Benoit Thieulin, Fondateur de la Netscouade, Paris
Baki Youssoufou, Président de la Confédération étudiante, Paris

SOMMAIRE

L'essentiel ----- Page 4

Le pitch ----- Pages 5 à 14

L'Europe face au défi générationnel ----- Page 5

Question générationnelle et défi européen ----- Page 7

Printemps générationnel & movida digitale ----- Page 8

Répondre au défi générationnel par une EUROTAXE ----- Page 10

Une charte d'action pour relancer l'Europe ----- Page 11

Les scripts ----- Page 15

Texte ICE "Qui Va Payer ?" ----- Page 15

Questionnaire "Qui Va Payer ?" ----- Page 15

Season 1 : La genèse (Octobre 2010 à Décembre 2011) ----- Page 16

Team & Plateforme « Qui Va payer ?» ----- Page 17

Web Identity ----- Page 18

Ils ont contribué à notre action ----- Page 19

L'ESSENTIEL

Le présent opuscule restitue un travail collectif mené depuis 14 mois sur le défi générationnel européen, la crise de la dette et la relance du projet européen.

Ce travail a été conduit dans le cadre du projet d'Initiative Citoyenne Européenne "Qui Va Payer ?". Il a conduit à la naissance d'un réseau citoyen, le "Reboot Europe Network", réuni pour la première fois le 9 mai 2011 à Aubervilliers.

Le constat d'une fracture générationnelle nous semble incontournable. Même si in fine la Banque centrale européenne épongeait tout ou partie des dettes souveraines, elle ne dispose d'aucun philtre ni sortilège pour rajeunir la population européenne. **Seule une movida générationnelle d'une ampleur sans précédent peut porter l'indispensable reconquête économique et démocratique dont l'Europe a besoin.**

Notre démarche n'a pas vocation à stigmatiser, mais à comprendre pour agir. Notre charte « Reboot Europe » entend poser les conditions pratiques de l'intéressement des générations -nouvelles et futures - à la conduite de l'Europe de l'après faillite.

Notre proposition d'initiative citoyenne Européenne "Qui Va Payer" vise à synthétiser la problématique du défi générationnel européen en proposant la mise en place d'une EUROTAX finançant un fond européen ERASMUS afin de « sanctuariser les investissements » à destination des nouvelles et futures générations.

LE PITCH

*“First they ignore you, then they laugh at you,
then they fight you, then you win.” - Mahatma Gandhi*

*“People only agree about change through necessity
and only feel necessity when confronted to a crisis” - J. Monnet*

1/ L'Europe face au défi générationnel

Aujourd'hui, quelles illusions reste-t-il encore à la jeunesse européenne ?

Les nouvelles générations sont aujourd'hui priées -au travers notamment de la règle d'or- d'accepter « la dette sans la dot ». Elles se voient implicitement proposé le Yalta générationnel suivant : «la dette pour les juniors, le patrimoine pour les seniors ».

En première ligne du Verdun économique et social que subit l'Europe, la jeunesse contemple incrédule un état-major sûr de lui. Sereinement, sans hésitation, cet aréopage entend léguer aux générations futures une dette publique énorme, sans prévoir de la réduire ni par la taxe inflationniste, ni par la monétisation durable de la dette, ni encore par la restructuration réelle des dettes publiques.

Pourtant, il est une génération dorée qui a bénéficié successivement du rattrapage technologique de l'après guerre, de l'inflation et donc d'un monde neuf et débarrassé des engagements de dettes anciennes, du progrès salarial dans les statuts professionnels et dans le partage des

profits. Puis l'inflation a été bridée à temps pour protéger son patrimoine acquis, tandis que les règles de protection de ses statuts professionnels ont été renforcées. La dette fut alors un tiers payeur commode. A ceux qui sont venus ensuite, a été réservé la plus grande flexibilité des emplois et des vies.

A l'aune de ce « casse économique » les déficits publics ne sont qu'un des éléments d'une rupture inter-générationnelle plus vaste, et nul en Europe ne devrait songer à solder ce casse en tirant l'échelle derrière soi.

Nous lançons donc un cri d'alerte ! La réussite des nouvelles générations en Europe est aujourd'hui en péril. Leur futur n'est déjà plus un avenir. La génération Erasmus est devenue la génération stage. Sortie des études mais hors des murs du travail, la jeunesse européenne habite un no man's land économique et la recherche d'un premier emploi, de plus en plus désespérée, n'ouvre plus la perspective d'un second emploi. Partout s'installe un horizon fait de précarité. L'indépendance financière se vit au jour le jour. Comment se projeter dans l'avenir quand on fait du surplace ? Comment diriger sa propre vie quand on ne peut pas se loger par soi-même ?

Cette crise générationnelle dépasse largement le simple débat sociologique. Elle s'inscrit au coeur même de la crise de la zone Euro et de la méfiance profonde qui s'est accumulée envers l'Europe. Pendant une décennie, l'Euro a servi de tapis sous lequel dissimuler les dettes de nos sociétés. La crise a tiré brutalement le tapis et exposé la précarité du statu quo budgétaire et social entretenu par une génération. Depuis les quartiers sensibles et les franges urbaines jusqu'au coeur même des entreprises, ce sont plusieurs générations d'Européens qui sont concernées.

Nous le savons très bien, l'essentiel des marges de manoeuvre encore disponibles sera nécessairement consacré, via les retraites et les soins,

au financement de l'allongement de la vie, progrès majeur de l'humanité. Dès lors, qui va payer demain pour de meilleures études et de bonnes formations ? Qui va payer pour les logements ? Qui va payer pour la réussite de tous ceux dont la famille ne pourra pas payer ?

La question générationnelle est posée.

2/ Question Générationnelle & défi Européen

Un continent ne vit que par sa capacité de création et de renouvellement.

Nous refusons donc la perspective d'une génération sacrifiée en Europe, non par «compassion jeuniste», mais pour éviter le sacrifice du projet européen et l'extinction progressive de son économie. La promesse de l'austérité généralisée est celle d'un mouvoir européen.

La dynamique européenne est née dans le contexte d'une Europe de l'après guerre, portée par sa jeunesse et entièrement tournée vers la reconstruction économique. Elle rencontre aujourd'hui une tout autre démographie. Voici venu le temps de sociétés de plus en plus vieilles et surtout préoccupées par la sauvegarde de leur patrimoine. L'Europe paraît ainsi figée entre son déclin annoncé et une boîte à outils institutionnelle, progressivement vidée de toute autre ambition que le maintien de l'acquis.

L'Euro sert la rente et la belle idée de libre circulation appuie le refus de traiter rationnellement le défi de l'immigration. Angoisse et statu quo nourrissent alors un sentiment de lent déclasserement relatif, nid de tous les populismes européens.

A eux seuls, les Etats-Unis concentrent la quasi-totalité de la révolution Internet et disposeront bientôt d'un quasi monopole en matière de contenu digital. Beaucoup de jeunes talents européens y auront très

largement contribué ! Pourquoi ces mêmes jeunes sont-ils créateurs de richesses ailleurs et réduits au rôle de supplétifs bon marchés au sein de l'Euroland ? Plus fondamentalement, comment convaincre le reste du monde que le continent européen reste la terre d'un futur pour ses jeunes générations ?.

Voilà posée la question de confiance, qui passe par la solidarité et l'investissement. Les mêmes qui, en Europe, ont bénéficié du « casse économique du siècle » résisteront-ils à la tentation facile de la règle d'or pour assumer la promesse des Etats Unis d'Europe au travers d'un véritable fédéralisme budgétaire ? Aux thuriféraires de la règle d'or, nous rappelons que s'il y a dette aujourd'hui, c'est avant tout celle d'une génération envers ses aînés qui ont eu le courage de faire l'Europe et envers les nouvelles générations laissées sans liberté de destin.

En réalité, nous considérons le débat autour d'un « deal budgétaire européen » comme celui de l'espérance ouverte ou non aux nouvelles générations. Le choix qui sera fait de solutions populistes nationales de type « règle d'or » ou au contraire d'une consolidation budgétaire européenne dans un cadre fédéral et créateur va définir l'attractivité de l'espace européen dans les décennies à venir, et donc son avenir.

3/ Printemps générationnel & movida digitale

On peut toujours refuser de voir les faits. S'évertuer à distinguer entre les printemps arabes, la crise des marchés financiers ou encore les mouvements des indignés en Europe est ainsi un parfait exemple du refus des puissants d'aujourd'hui à envisager la fin du monde surgi de l'après guerre froide.

Fait nouveau, lors de la révolution tunisienne, c'est bien la jeune génération plus « privilégiée » des centres urbains de la côte qui a relayé massivement le soulèvement de ceux de l'intérieur; scellant ainsi la primauté générationnelle et digitale sur les référents politiques

traditionnels. Cette primauté est bien le coeur d'une possible dynamique générationnelle. En effet , la révolution digitale impacte l'organisation même de nos sociétés. Au delà de son caractère technologiquement novateur, elle fait naître au niveau mondial de nouveaux acteurs appuyés sur des valeurs qui leur sont propres.

Ces «protestants 2.0» modifient les règles d'accès et de partage aux connaissances. Ils développent de nouveaux modes de création de valeur et de nouvelles formes de cultes collectifs. Ils incarnent une confrontation entre une révolution technique porteuse de ses propres valeurs et une organisation sociale et économique de plus en plus défaillante à garantir par sa capacité de croissance le pacte social de l'après guerre.

Face à la faillite de leur sphère environnante, de nouvelles élites issues de la révolution technologique émergent avec la volonté d'appliquer leur propre expérience et expertise au règlement des affaires du monde. C'est au sein même de la révolution digitale que ces « nouveaux réformés » fondent leur exigence de transparence et son corollaire l'accès libre aux informations.

C'est dans un même contexte de révolution digitale et d'impasse économique que surgit une remise en cause générationnelle, au Nord comme au Sud avec des enjeux comparables. Citons le difficile accès des jeunes à toute forme de création de richesse que ce soit par l'accès au travail ou par l'accès à l'investissement pour créer des entreprises.

Citons ensuite la question généralisée de l'accès au logement et, plus largement encore, celle de l'accès à un mode de vie indépendant. Citons enfin la perception d'une vaste tromperie quant à la valeur réelle des diplômes et autres formations comme assurance d'accès au marché du travail.

Bien entendu, comparaison n'est pas toujours raison ! Les contextes sont loin d'être similaires et nous ne cherchons pas à postuler une identité de destins entre les jeunes d'Europe et du monde arabe. Pourtant,

aujourd'hui, qu'elles soient artistes ou bloggeurs, révolutionnaires ou entrepreneurs, de nouvelles générations veulent se faire entendre et semblent renouveler à leur manière la célèbre formule de l'abbé Sieyès : « Qu'est-ce que la jeunesse ? – le PIB de demain et l'apurement des dettes d'hier » - « Qu'a-t-elle été jusqu'à présent dans l'ordre politique et économique ? Presque rien - « Que demande-t-elle ? – Confiance et accès aux leviers de la réussite. »

4/ Répondre au défi générationnel par une EUROTAXE (financière) ERASMUS

Cette EUROTAXE ERASMUS doit traduire un réel déclic mental et un passage de témoin mutuellement bénéficiaire entre générations. Elle doit être élaborée avec tous nos contemporains pour répondre au basculement de civilisation en train de s'accomplir. Cette « Euro Taxe de Civilisation », par le débat qu'elle ouvre, constitue le grand défi européen des décennies à venir, capable d'emporter l'adhésion des populations et des gouvernements.

L'Europe seule dispose de l'échelle nécessaire pour prélever des valeurs autres que le travail. En conséquent, nous plaçons pour la mise en place immédiate d'une EuroTaxe Erasmus en faveur de la jeunesse, qui soit directement financée par ces ressources fiscales échappant aux Etat Membres. Cette Taxe abonderait un Fonds Erasmus Européen qui traduirait la garantie donnée aux nouvelles générations que des moyens seront « mis de côté » pour leur réussite future.

Cette proposition est en soi une prise de position sur le sujet de la Taxe sur les transactions financières. **Taxer pour « punir » ne fait pas une politique. Taxer pour « boucher les trous » ne construit pas un avenir. Le choix politique de la règle d'or et l'affectation indistincte d'une nouvelle taxe européenne aux dettes du passé constitueraient la forme la plus aboutie de sortie de l'histoire pour le continent européen.**

5/ “Reboot Europe” une charte d’action pour relancer l’Europe

L’ICE « Qui Va Payer ? » s’inscrit dans le cadre plus large de la « Charte Reboot Europe » qui organise l’intéressement de chaque individu, et en particulier des nouvelles générations, à la conduite politique et économique de l’Europe d’après. En effet, les prêts consentis aux banques par la BCE offrent au moins la perspective d’un délai supplémentaire. Profitons-en pour revisiter le modèle européen !

1. Cet intéressement passe par l’organisation de “meet-up de la dette”(1) pour que s’engage un dialogue entre les décisionnaires actuels et les nouvelles générations.

Il s’agit de poser la question de la représentation générationnelle. Aucune solution à cette crise politique et financière sans précédent ne saurait faire sens sans entendre ceux qui seront demain l’Europe.

Ce dialogue ouvre la question de l’adaptation dans l’urgence des modes de représentation au sein de l’Union. Les générations nouvelles et futures ne peuvent accepter que les institutions représentatives et les solutions qu’elles vont élaborer, soient dans la seule main des générations qui ont accumulé la dette.

Egalement, la crise actuelle place au premier plan des priorités la question des risques, nouveaux et anciens, que nos sociétés peuvent et veulent assumer.

Plus que jamais, le débat politique doit se porter sur les risques extrêmes aux conséquences irréparables. La crise financière aujourd’hui est bien la réalisation d’un risque que le système a laissé se construire sans comprendre qu’il mettait ainsi en danger sa propre pérennité. Plutôt que de donner dans la facilité d’une règle dite d’or, soudain exhibée pour mieux sommer les générations futures de régler les dettes de leurs

aînés, nous entendons imposer au coeur de la démocratie européenne les principes de « no tax without generational representation » et de « no risk without democratic representation ».

2. Cet intéressement passe par un accord sur certaines règles qui s'imposent dans le passage de témoins entre générations en Europe.

En premier lieu, nous considérons que l'abandon au nom de la dette de toute ou partie de la souveraineté européenne à des tiers (privés ou publics) équivaut à la mise en servage des générations nouvelles et futures et représenterait une faute historique.

Ceci signifie que la mise en oeuvre d'une solidarité entre les générations est la pierre angulaire institutionnelle de toute révision européenne. Plutôt que de vénérer une règle d'or, nous exigeons une nouvelle gouvernance européenne qui signifie une révolution fédérale pour mettre fin à la gouvernance promue par la génération actuelle. Cette approche inter-gouvernementale revient à laisser la main d'une part à des classes politiques nationales mécaniquement au service des générations les mieux servies, et d'autre part, de confier à l'expertise technocratique, le soin de faire fonctionner un espace politique. Nous voulons passer de l'illusion scientifique des règles à un système où le choix politique reprend tous ses droits.

3. Cet intéressement passe par un « reboot » du modèle économique européen, devenu un monopole financier et industriel.

Pour payer la dette, les nouvelles et futures générations doivent être mises en capacités d'entreprendre les mutations digitales et écologiques déjà en cours hors d'Europe. Egalement, il ne peut s'opérer un « Reboot » du modèle européen sans un climat de confiance intergénérationnel

fort. Ensuite, la transparence et la connaissance, en tant que ressources premières, doivent être à la base de futur de l'Union. Enfin, si les biens publics doivent être redéfinis et réaffirmés, aucune lenteur générationnelle ne doit brider les générations nouvelles pour innover.

Seuls la transparence et le partage de la connaissance formeront le socle de l'adhésion de chaque individu au projet européen. Ainsi, la révolution digitale sera un support majeur de la cohésion sociale européenne, faisant vivre son économie, mais aussi sa démocratie par de nouvelles formes d'organisation.

4. Cet intéressement passe par des actes courageux sur les sujets tabous de l'immigration et du travail.

Premièrement, les peuples qui viennent de gagner seuls leur liberté et leur dignité n'ont certainement pas fait la révolution chez eux pour venir vivre chez nous. Il revient sans doute à la génération des petits enfants de Jean Monnet d'oeuvrer à substituer à la néfaste proposition de guerre de civilisations celle plus humaniste d'un modèle social méditerranéen partagé au travers d'une mobilité économique méditerranéenne et de son corollaire : une citoyenneté économique méditerranéenne. Pour quelle raison les jeunes générations européennes paieraient-elles encore longtemps le surcoût économique du racisme latent de leurs aînés ?

Deuxièmement, un « Acte Fondamental du travail » -qui soit un acte 360°- est aujourd'hui indispensable pour garantir dans le futur un socle démocratique minimum qui, rappelons-le, a tant fait défaut à notre continent dans les années 30. Cet acte doit garantir le travail des générations « nouvelles et à venir » autour d'un périmètre sacralisé, s'imposant à toute politique économique. La promesse européenne est toujours que l'Europe soit d'abord un espace de choix politiques. Au travers de nos diverses initiatives, nous consacrerons l'année 2012 à

poser les termes de ce débat, avec la ferme volonté d'aboutir à un choix fondamentalement politique, le choix d'une gouvernance européenne, d'un nouveau modèle économique et social. Il ouvrira la voie à un « new deal européen de civilisation et de croissance ».

5. Cet intéressement passe par une réelle crédibilité à proposer des réponses en phase avec l'univers des nouvelles générations, notamment en intégrant massivement le digital au centre –et non à la marge- de l'action politique.

A ce titre, n'est il pas devenu indispensable pour tout jeune de connaître les langages informatiques au même titre qu'il sait « écrire et compter ? N'est ce pas à l'Europe de proposer aux nouvelles générations un cursus éducatif « on line » visant à offrir directement à chaque jeune une compétence en écriture digitale la plus élevée possible ? Lutter contre « l'analphabétisme digitale » de 90% de la jeunesse permettrait de massifier les offres de contenus développées en Europe et d'orienter massivement les compétences vers les nouveaux territoires d'activité .

Egalement -au titre du « reboot » du modèle économique européen- pourquoi ne pas permettre aux citoyens européens de disposer plus librement de l'affectation de leur épargne au travers d'un outils européen de crowd funding (ECFI) ?. Développé dans le cadre de la BEI, cet outil permettrait aux citoyens européens d'investir un peu de leur épargne au côté et avec la garantie de la BEI dans ses projets d'avenir ? Cet instrument d'épargne populaire irait de pair avec la capacité offerte à des groupes de citoyens européens de suggérer collectivement tel ou tel nouvel investissement. Ces « caisses d'épargnes européennes on line » ouvriraient la voie à la réconciliation de nos concitoyens avec les outils financiers, redonnant sens et perspective aux efforts qui leur sont demandés aujourd'hui.

La promesse européenne est celle d'un espace de choix et de diversité politique. Dans ce cadre, nos propositions traduisent la ferme volonté d'aboutir à un « new deal européen de civilisation et de croissance ».

SEASON 1 : LA GENÈSE

6 Octobre 2010 : Banquet Européen de Sauvons l'Europe à Bruxelles, lancement du projet d'une ICE « Qui Va Payer ? »

21 Janvier 2011 : Rédaction du Texte de « Qui Va Payer ? » lors de l'AG de Sauvons l'Europe » maison de l'Europe, à Paris.

23 février 2011 : Débat public « Qui Va Payer ? » à l'Université de Jussieu avec la Confédération étudiante.

6 mars 2011 : Débat publique ICE à la maison de l'Europe.

7 mai 2011 : Lancement du questionnaire « Qui Va Payer ? », à Paris.

9 mai 2011 : Débat Public, lancement mobilisation « Qui Va Payer ? » à l'espace Fraternité à Aubervilliers.

21 juin 2011 : Publication de la tribune «Pour une taxe européenne de civilisation», Libe.fr.

23 / 24 Juin 2011 : Pour la première fois en Europe, interpellation Twitter de Herman Van Rompuy sur la question « Qui Va Payer ? » lors du Conseil Européen.

4 septembre 2011 : Participation au Débat ICE au séminaire fédéraliste de Ventotene (Italie).

13 septembre 2011 : Publication : «Le deal ou le casse» (du siècle), Libe.fr.

Novembre 2011 : Participation a l'élaboration de la plateforme www.initiative.eu /Euractiv.com, Bruxelles.

5 décembre 2011 : Tribune «inventons une caisse d'épargne européenne», les echos.fr.

13-14 janvier 2012 : Premier Meet Up de la Dette, Bruxelles 2010-2011.

WEB IDENTITY

www.quivapayer.eu
www.rebooteu.org
www.sauvonsleurope.eu
www.citizenland.net
www.europatweets.eu
www.confederation-etudiante.org

 RebootEU
 @rebooteurope / @Quivapayer
email : rebooteurope@gmail.com

 Storify

Storified by Europatweets
8 months ago · 86 views · 64

EU Council 24 June : EU President Van Rompuy twitter answer to "Qui va payer ?" tweets

 like  Share  Email  Embed

On the 24th of June, first time in history, direct Twitter response from the President of the European Council Herman van Rompuy to Youth Organisations of the "Qui va payer" Collectif during the European Council.

“ RT @euHvR @LaConfEtudiante Toujours prêt à entendre les jeunes. Envoyez-moi plus de détails sur votre démarche sur askthepresident.eu/
 8 months ago  europatweets

“ RT @QuiVaPayer: Pour un passage de témoin "win-win" entre les générations #jeunesse #EUCO #la_ce @jerzybuzek OK @euhvr t.co/mly9gg8
 8 months ago  cindypetieux

<http://bit.ly/mz6kVy>

ILS ONT CONTRIBUÉ À NOTRE ACTION :

Lorenzo CONSOLI (Journaliste Bruxelles), Jacques René RABIER (Fondateur Eurobaromètre & ancien collaborateur Jean Monnet) - Jacques SALVATOR (maire d'Aubervilliers) - Ludovic BLECHER (rédacteur en chef de libe.fr) - Virgilio DASTOLI (Président du Mouvement Européen Italie) - Jean QUATREMER (Correspondant à Bruxelles du journal Libération) - Henri LASTENOUE (Editeur www.Europatweets.eu, Bruxelles) - Mounia HARKATI (Conseillère municipale, ville d'Aubervilliers) - Baki YOUSOUFOU (Président de la Confédération étudiante) - Benoit THIEULIN (Fondateur de la Netscouade) - François HADA (Président de Citizenland) - Ann MARCH (Digital Director, Brussels) - Fabien CHEVALIER (Président du Mouvement Sauvons l'Europe) - Fatim DJEDJE (Animatrice du Facebook QVP) - Bruno LAFORESTRIE (Président de Hip Hop Citoyen) - Enora HAMON (Secrétaire Générale de la Confédération Etudiante) - Diaby DOUCOURE (Directeur de l'OMJA, Aubervilliers) - Araceli LEVOYER - (Trésorière de Sauvons l'Europe) - Mamadou COULIBALY (Président de Génération Engagée, Aubervilliers) - Cindy PETRIEUX (Membre du comité exécutif de la Confédération Etudiante) - François SCHWARTZ (Fonctionnaire Européen, Bruxelles) - Arthur COLIN (Vice-Président de la Gauche Européenne) - Lucas NOTERDAEME (Délégué Belgique de QVP) - Alexandre HEULLY (Directeur, Café Babel , partenaire média) - Nicolas DE CHALONGE (Délégué de la Confédération Etudiante à Bruxelles) - Benoit GOURBES (Economiste, NewOrleans) - Alain THEBAULT (CTO de www.sauvonsleurope.eu) - Remi ROUSSEAU (Izwe Director, La Netscouade) - Patrick BABAYOU (Vice-Président de CitizenLand, Bordeaux) - François LAFORESTRIE (CEO de Storination) - Santiago SANTER TERRADA (Laboratoire www.20stm.com, Bruxelles) - François-Xavier PETIT (Universitaire) - Michael VANDELDELDE (Laboratoire www.20stm.com, Bruxelles) - Malik NDIONE (Elu étudiant au CNESER, France) - Pauline SEVIN (Confédération étudiante, Aix en Provence) - Fabien CAZENAVE (Euro-Blogueur) - Célestin BERNET (Militant Europrogressiste Bruxelles) - Laurent MACAIRE (Sauvons l'Europe) - Daniel VANDENBERGH, (Directeur Fondation/ Euractive Politech Bruxelles) - Kinga GREGE, (Membre CA de Sauvons l'Europe) - Julien JANVIER (Secrétaire National à la Confédération étudiante) - Alexandre BOFF (Trésorier de la Confédération étudiante) - Simon BACIK (Secrétaire National à la Confédération étudiante) - Thien-Anh DANG-VU (Secrétaire Nationale à la Confédération étudiante) - Nicolas CIRON (Membre CA de Sauvons l'Europe) - Amélie d'Urvoye (Membre CA de Sauvons l'Europe) - Christelle Labretond (Membre CA de Sauvons l'Europe) - Domenico MORO (Président de l'Institut SPINELLI) - Carlos SCHMERKIN (Editeur) - Xavier DAMMAN (Co-Founder & CEO Storify) - Najet MIZOUNI (Professeur, Université Paris VIII) - Farid MEZIANE (Vice Président Génération Engagée) - Jonathan VAN PARYS - (Animateur Hack Democracy, Bruxelles) - La Maison de l'Europe, Paris - Les équipes de la Netscouade, Paris - Les équipes du site Cafebabel .com. **Merci à tous !**

Même si *in fine* la Banque centrale européenne épongeait tout ou partie des dettes souveraines, elle ne dispose d'aucun philtre ni sortilège pour rajeunir la population européenne. Seule une movida générationnelle d'une ampleur sans précédent peut porter l'indispensable reconquête économique et démocratique dont l'Europe a besoin.



La charte Reboot Europe entend poser les conditions pratiques de l'intéressement des générations nouvelles et futures à la conduite de l'Europe de l'après faillite.

La proposition d'initiative citoyenne Européenne "Qui Va Payer" propose la mise en place d'une EUROTAX finançant un fond européen Erasmus afin de « sanctuariser les investissements » à destination des générations nouvelles et futures. Quel dirigeant européen osera refuser à sa jeunesse les moyens d'une taxe financière pour assurer un avenir à notre continent ?



IMITATEURS & PARTENAIRES MEDIA / WEB

